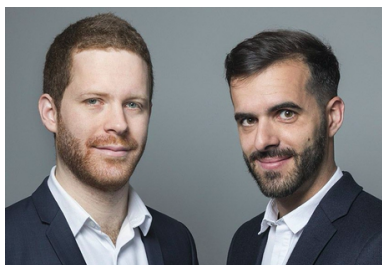


Les impasses du «progressisme» sauce Macron

PAR FABIEN ESCALONA
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 3 AVRIL 2019



David Amiel et Ismaël Emelien. © DR

Deux proches d'Emmanuel Macron s'essaient dans un livre, *Le progrès ne tombe pas du ciel* (Fayard), à une clarification. Raté.

« Un groupe de gens sont installés dans un bolide fonçant tout droit vers un précipice. En voyant d'autres assis sans rien faire au bord de la route, ils crient : "Ce que vous êtes négatifs ! Regardez-nous ! Nous allons quelque part, nous faisons vraiment quelque chose, nous !" » Cette allégorie du progressisme a été **proposée en 1946** par l'essayiste Dwight Macdonald. Elle vient spontanément à l'esprit à la lecture du manifeste de David Amiel et Ismaël Emelien, *Le progrès ne tombe pas du ciel* (Fayard, 2019).

Après avoir fait la campagne d'Emmanuel Macron et être devenus ses conseillers, ils proposent de clarifier une doctrine trop longtemps restée « *tacite* ». L'intention était louable, et le résultat attendu par celles et ceux qui ne désespèrent pas de cerner l'identité idéologique du macronisme, lequel a

jusqu'ici prospéré sur un bric-à-brac de références hétérogènes, sinon contradictoires (*lire les analyses de Mathieu Magnaudeix et Joseph Confavreux, ici et là*).

DAVID AMIEL ISMAËL EMELIEN

LE PROGRÈS NE TOMBE PAS DU CIEL

MANIFESTE

LES STRATÉGIES
DE MACRON
S'EXPLIQUENT

fayard

Les auteurs ne se sont pas facilité la tâche en choisissant le « *progressisme* » comme emblème. Plus que d'autres « -ismes », le terme laisse ouverte la question des finalités poursuivies. Et dans la vie politique, des personnalités et des formations très diverses s'en sont revendiquées. Si l'on pense volontiers à la nébuleuse qui s'engagea contre la corruption et le capitalisme « **sauvage** » caractéristiques des États-Unis de la fin du XIX^e siècle, des sensibilités plus droitières ont également fait fond sur ce label (ainsi des « **Républicains progressistes** » en France, ou des « **progressistes-conservateurs** » canadiens).

Le lecteur n'en saura rien, apprenant seulement que ce mot dérivé du latin *progressus* (« mouvement vers l'avant ») a fini par désigner le projet moderne d'« *autonomie, c'est-à-dire la possibilité de choisir soi-même sa vie* ». Les auteurs ne s'attardent pas plus sur la pertinence de le revendiquer à l'heure du dérèglement climatique et de l'effondrement du vivant, en dépit des prétentions du macronisme à **intégrer une sensibilité écologiste**. Ce choix n'a

cependant rien d'évident, et l'histoire des idées est riche d'alertes et de réflexions qui auraient au moins mérité une mention.

Figure singulière du marxisme, Walter Benjamin (1892-1940) avait par exemple développé une critique de l'exploitation de la nature et comparé le progrès à **une « tempête »**, dont l'interruption serait bénéfique afin que les sociétés humaines, prenant un chemin historique *alternatif*, construisent une harmonie nouvelle avec l'écosystème. Cornelius Castoriadis (1922-1997) avait quant à lui fait la différence entre la quête démocratique de l'autonomie et l'imaginaire d'expansion illimitée qui l'aurait étouffée, en enfermant les corps sociaux dans une logique implacable de « production-pour-la-production ». Au lieu de la poursuite d'une trajectoire déjà entamée, Castoriadis en appelait à des « créations » et des « ruptures » historiques pour approcher l'idéal d'une « vie bonne ».

Amiel et Emelien revendiquent une absence de « *nostalgie pour un passé [qu'ils n'ont] pas connu* », mais il serait plus juste de parler d'une absence de considération, que la jeunesse ne suffit pas à excuser. Leur désinvolture théorique ne peut que frapper lorsqu'on a eu la chance de plonger dans le **dernier livre de Serge Audier** (dont il sera bientôt rendu compte dans Mediapart). Son ouvrage est d'autant plus intéressant à citer que ce philosophe, tout en documentant et regrettant les impasses productivistes des deux derniers siècles, ne se résout pas à abandonner le concept de « progrès ».

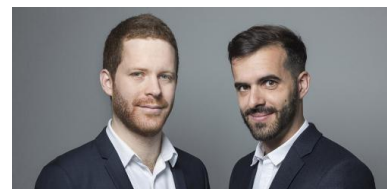
Encore a-t-il conscience que la reprise du mot « *constitue un geste problématique* », tellement il est « *connoté par l'industrialisme et le credo technoscientifique, tributaire d'une vision linéaire de l'histoire – sans parler de son occidentalocentrisme* ». Il est devenu impossible, conclut Audier, d'employer le concept sans le « *redéfinir entièrement* ». Nos deux auteurs se gardent bien de se lancer dans une telle entreprise. Tout juste concèdent-ils que la « *maximisation des possibles* », qui constitue le premier principe du progressisme, doit être préservée pour les générations futures.

Le problème, c'est qu'ils ne détaillent aucun autre principe ou mesure significative permettant de leur transmettre un monde habitable. Qu'on ne s'attende donc pas à voir discutées les pistes d'un **moratoire** sur l'exploitation des sources d'énergie fossile, d'un fléchage de l'investissement vers les besoins écologiques, ou d'une **réduction** égalitaire du temps de travail. Les auteurs préfèrent placer leur confiance dans la fiscalité du carbone ou les moyens de le stocker lorsqu'il est émis en surabondance. Au passage, ils usent d'un vocabulaire typique d'un imaginaire borné par le calcul économique, en parlant de l'Union européenne (UE) comme d'une possible « *caisse de défaisance carbonique* » (*sic*).

De façon générale, Amiel et Emelien sont surtout préoccupés par la levée des « *blocages* » qui se dressent face à la réalisation de leurs aspirations par les individus. Cette ligne d'horizon, macroniste s'il en est, leur permet d'expédier en quelques paragraphes deux siècles de débats sur les types de liberté et d'égalité qu'il serait souhaitable de poursuivre. « *Élargir les opportunités* » des individus constitue la priorité des progressistes, qui « *ne s'adressent plus à des classes sociales, mais à des personnes* ».

Sous prétexte que « *les déterminants sociaux sont devenus plus complexes* », ils ne s'embarrassent pas, en effet, d'un quelconque diagnostic sur les rapports sociaux et la structure de la société. Voilà qui explique leur interprétation très sélective de ce qui entrave la réalisation de l'autonomie des individus.

Le progrès, cette histoire dont les individus sont les héros



David Amiel et Ismaël Emelien. © Philippe MATSAS/Leextra/Éditions Fayard

Premier accusé : le « *culte du diplôme* », qui pèse effectivement de façon lourde et injuste sur les destins sociaux. Selon les auteurs, le système éducatif « *uniforme* » devrait devenir « *différencié* ». On souhaiterait cependant qu'ils soient plus précis,

tant la sociologie de l'éducation a justement montré que plus la différenciation est précoce, plus elle favorise la mise en place de stratégies scolaires favorables aux plus riches en capital financier et culturel. En outre, comment ne pas trouver ironique leur évocation des multiples compétences que doivent désormais maîtriser les ouvriers, quand on sait que les réformes gouvernementales aboutissent à réduire la part d'enseignement général dans l'enseignement professionnel, et remettent sérieusement en cause la possibilité de **suivre des formations de longue durée**, les seules à même de se réinsérer sur le marché du travail ?

« *La rente monopolistique* » est le deuxième « *ennemi des progressistes* », qu'ils partagent en réalité avec les néolibéraux confiants dans les bienfaits de la concurrence libre et non faussée. Cherchant sans doute à surprendre, les auteurs estiment par exemple que « *la finance coûte trop cher* » et que des nouveaux outils tels que la **blockchain** permettraient de réduire les coûts. C'est toutefois négliger que ces bases de données dépendent beaucoup de ce qu'on en fait : elles peuvent être dans la main de banques ou d'États, être dominées par des acteurs économiques plus riches et puissants que d'autres, et être le support d'activités spéculatives fort éloignées d'un quelconque intérêt général. Quant à la « *ligne de crête* » à trouver entre les revenus tirés de l'innovation et son accessibilité – il faut bien « maximiser les possibles »... –, elle n'intègre pas la possibilité de « communs » de la connaissance.

Parmi les autres obstacles dont le progressisme devrait triompher, figure la « *discrimination* », même lorsque celle-ci se veut positive pour corriger des désavantages structurels. Amiel et Emelien préfèrent à cette méthode une autre qui fera certainement trembler propriétaires et employeurs : la « *transparence* », avec la publication des résultats de *testing*. La même pratique est recommandée plus loin à propos des salaires délirants ou des choix d'investissement choquants des entreprises : pour y mettre fin, « *il ne faut pas obliger les entreprises à faire différemment — mais il faut les contraindre à dire haut et fort ce qu'elles font* ».

Si le lecteur n'était pas encore convaincu de l'audace du progressisme, le voilà sans nul doute soufflé. Qu'il ne s'attende pas, en revanche, à ce que l'exploitation soit mentionnée parmi les obstacles à l'émancipation dans des sociétés encore massivement sous le règne du salariat. Les auteurs ont prévenu : ce sont les personnes, et pas les classes sociales, qui intéressent les progressistes. De toute façon, reconnaissent-ils, « *les échanges commerciaux et les mouvements de capitaux ont rendu illusoire des politiques économiques nationales totalement autonomes* ».

À ce propos, Amiel et Emelien en profitent pour rappeler leur foi dans le credo européen, si central dans le macronisme. Passons sur leur affirmation selon laquelle l'intégration aurait été freinée par les adversaires d'une « *Europe à la carte* ». Durant les dernières décennies, on a en fait assisté à une combinaison d'élargissement, d'approfondissement et de différenciation de l'intégration, à l'origine de l'architecture fort complexe qui caractérise désormais le système de pouvoir européen. Remarquons surtout que les auteurs profitent du sujet pour laisser libre cours à leur méfiance envers les aléas du suffrage universel.

Selon eux, l'UE « *doit permettre de protéger les choix de civilisation contre des décisions trop volatiles [...]* Il faut accepter que l'Europe se charge de grands sujets, quitte à se rendre temporairement impopulaire ». Les progressistes feront donc le bien des populations malgré elles, et si celles-ci se plaignent, elles pourront au moins « *contrôler* » les politiques menées en votant aux « *élections européennes* ». Soit les auteurs sont très mal renseignés sur le système politique européen, soit ils se fichent ouvertement de leurs lecteurs, tant le Parlement élu pèse peu face aux exécutifs autonomisés et aux institutions européennes indépendantes.

« *Maximiser les possibles* » se ferait donc « *ensemble* » et « *par le bas* », mais... dans le cadre d'une démocratie bornée et d'un ordre social **conforté par des politiques imposées par le haut**, en levant seulement les entraves à la participation à la compétition économique. La promesse est limitée, sinon contradictoire. On

laissera les plus curieux découvrir au fil du livre d'autres propositions décoiffantes, censées traduire les principes du progressisme, comme la nomination de « *ministres-chefs de projets* » au lieu de « *ministres-chefs d'administration* », ou la disparition des « *corps intermédiaires* » au profit d'« *associations intermédiaires* » (la différence semblant résider dans le fait que les secondes réclameront moins de choses à l'exécutif).

Terminons par l'évocation du dernier chapitre, sobrement intitulé « *Le suicide populiste* », qui explicite le nouveau dualisme qui balait aujourd'hui l'opposition droite/gauche. À nouveau, l'apesanteur historique de leur clarification doctrinale provoque la gêne. Les auteurs étaient tout de même déjà nés lorsqu'un ensemble d'intellectuels et d'acteurs politiques issus de la social-démocratie ont prétendu inventer une « troisième voie », « *au delà de la droite et de la gauche* » **d'après le sociologue Anthony Giddens**. Ils n'ont pourtant rien à dire sur cette innovation des années 1990 et sur son échec final.

Cela ne les empêche pas d'en reprendre la réticence à toute lecture de classe de la société, la rhétorique visant à combiner des principes antagonistes (efficacité et solidarité, compétitivité et protection de l'environnement...), et la tendance à se présenter comme la seule voie possible face à des adversaires confits dans le passé. L'analyse est caricaturale : « *le populisme d'extrême droite propose de figer notre identité* », tandis que « *le populisme d'extrême gauche propose, lui, de figer notre économie* ».

Concernant ce dernier, ils déplorent que les partis qui en relèvent « *ne laissent guère de place aux initiatives hors du contrôle du chef* » – les mauvaises langues y verront une ressemblance **avec La République en marche**, mais elle est apparemment fortuite. De plus, ils assèntent que « *les Mélenchon et les Corbyn finissent toujours en Maduro ou en Tsipras* », semblant avoir oublié que le dernier s'est pourtant conformé au projet élitaire européen, et omettant de préciser que quand il travaillait chez Havas, Emelien **avait fait**

partie de l'équipe pilotant la communication de la campagne présidentielle de Maduro. Le progressisme serait-il (aussi) un opportuniste ?

Reprenant la théorie éculée des extrêmes qui se rejoignent, les deux auteurs estiment que « les populismes » sont voués à converger. Cela leur suffit pour les mettre dans un même sac mal défini, alors que ces forces ressortissent en fait à **des clivages différents**. Les progressistes, immunisés contre le style populiste, devraient selon eux faire bloc face à la menace. On le sait, Macron et d'autres dirigeants de centre-droit partagent pourtant avec les supposés « populistes » **certaines orientations** importantes sur les enjeux économiques, voire l'immigration, ce qui affaiblit considérablement la dichotomie que nos penseurs du progressisme cherchent à installer.

Quant au fait que dans les enquêtes par sondage, la plupart des individus parviennent encore à se positionner sur une échelle droite/gauche, cela ne semble pas les perturber outre mesure. Il existe pourtant quelques pistes explicatives de cette « résistance ». Pour certains, droite et gauche ont bien des essences qui n'auraient rien d'obsolète (la première serait du côté d'une certaine naturalisation de l'ordre social, la seconde du côté de sa contestation pour atteindre une « égale liberté » des citoyens). Pour d'autres, l'indétermination de ces catégories ne les rend pas moins consubstantielles aux régimes représentatifs, qui sont forcément travaillés par une pression dualiste entre majorité et opposition, dont les affrontements seraient rendus plus lisibles par cette métaphore latérale au contenu variable.

Mais là encore, quelques décennies de science politique ne trouvent pas grâce aux yeux de nos auteurs. Ceux-ci préfèrent expliquer doctement que désormais, « *il n'y aura plus de ligne de front identifiée* ». D'ailleurs, « *les progressistes comme les populistes s'adressent à tout le monde : chacun des citoyens est pour eux un électeur potentiel* ». Ils en veulent pour preuve que l'électorat d'Emmanuel Macron en 2017 se serait surtout caractérisé par son « *optimisme* », irréductible à « *quelques facteurs*

simples à objectiver ». Nier l'effet du niveau de diplôme et du niveau de vie dans le vote Macron : il fallait l'oser, ils l'ont fait.

Que le progrès ne tombe pas du ciel, on en conviendra volontiers. En l'occurrence, il tombe des mains.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.